

4 rue de Béarn
92210 Saint Cloud
Tél. : 01 46 02 47 80
Fax : 01 46 02 47 81
stcloud@barrere-dufau.fr

MAITRE CATHERINE DENNERY HALPHEN
AVOCAT
8, rue Louis Philippe
92 200 NEUILLY SUR SEINE

N/Réf: RUS16011
Vente : LEDU
Date : 08/09/2016
Affaire : 6, rue René Barthélémy « lieu-dit Jean Moulin » à ANTONY (92).

BORDEREAU D'ENVOI

| | Document joint | Reste à vous faire parvenir |
|-------------------------------------|----------------|-----------------------------|
| - Certificat d'urbanisme | <u>7</u> | |
| - Plans de situation et figuratif | <u>4</u> | |
| - Extrait Cadastral Modèle 1 | <u>1</u> | |
| - Certificat de carrière | <u>1</u> | |
| - - La note d'honoraires n° S 08268 | <u>1</u> | |

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.



Délivré au nom de la commune par le Maire de

| CADRE 1 : IDENTIFICATION | |
|---|--|
| NOM – PRENOMS ADRESSE DU DEMANDEUR <u>V/Références</u> LE DU (RUS 16011) | CABINET BARRERE DUFAU Géomètre Expert 4 Rue de Béarn 92210 SAINT CLOUD |
| TERRAIN - ADRESSE : Nom et adresse du propriétaire (s'il est autre que le demandeur) | 15/23 Rue Jean Moulin 4/42 Rue René Barthélémy 3/13 et 4/14 Rue Arthur Blanchet 3/25 et 4/18 Rue Gabriel Chamon 2/16 Rue Emile Grosset 2/12 Rue Alphonse Frager |
| Cadastre (sections et numéros) | BT.53 |
| CADRE 2 - TERRAIN DE LA DEMANDE | CADRE 2 Bis - TERRAINS DE LA DIVISION PROJETEE |
| Superficie du terrain de la demande : 24 530 m2 <small>(sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)</small> | Superficie des terrains constructibles devant provenir de la division <small>(sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)</small> |
| | |
| CADRE 3 - OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME en date du : 05.01.2010 | |
| Certificat d'Urbanisme d'information | |
| CADRE 4 - REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME | |
| CADRE 5 - ACCORDS NECESSAIRES | |
| CADRE 6 - DROIT DE PREEMPTION ET BENEFICIAIRE DU DROIT | |
| Le terrain est soumis au Droit de Préemption Urbain (DPU) RENFORCE Bénéficiaire : LA COMMUNE | |

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

DURÉE DE VALIDITÉ

Si la demande formulée en vue de réaliser l'opération projetée sur le terrain, notamment la demande de permis de construire, est déposée dans un délai d'UN AN à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme et respecte les dispositions d'urbanisme mentionnées par ledit certificat, celles-ci ne peuvent être remises en cause, exception faite de celles figurant aux cadres 6,7 et 12 (un délai de validité plus long peut être mentionné au cadre 13).

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer préalablement à l'acquisition d'une construction qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction.

PROLONGATION DE VALIDITÉ

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, une seule fois pour une durée de un an, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité. La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger, doit être soit :

- adressée à Monsieur le Député-Maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- déposée contre décharge à la Mairie

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions de l'arrêté municipal du 17 SEPTEMBRE 1991 relatif à la lutte contre les Termites et autre INSECTES et XYLOPHAGES. Il sera joint à la déclaration d'achèvement de travaux, l'attestation produite Par le maître d'ouvrage pour le traitement préventif des sols et de tout élément bois.

CADRE 7 - NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

Voies COMMUNALES

La propriété n'est pas frappée d'interdiction d'habiter
 L'immeuble n'est pas frappé d'un arrêté de péril
 L'immeuble n'est pas déclaré insalubre.

L'immeuble est situé en DPU RENFORCE ; avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une DIA auprès de la Mairie. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de vente projetée.

La parcelle n'est pas frappée d'Alignement sur l'Avenue Jean Moulin.
 Le lot sis 12 Rue Alphonse Frager angle rue Gabriel Chamon sans n° est concerné par une cession pour pan coupé de 5 m.
 Les lots situés 6/8 Rue René Barthélémy angle rue Arthur Blanchet sans n° sont concernés par une cession pour pans coupés de 5m.
 Le lot sis 16 Rue Emile Grosset angle rue Alphonse Frager sans n° est concerné par une cession pour pan coupé de 5m.
 Le lot sis angles rue Alphonse Frager sans n° et Emile Grosset sans n° (face au lot 16 Rue Emile Grosset) et Rue Alphonse Frager sans n° et 18 Rue Gabriel Chamon sont concernés par une cession pour pans coupés de 5m.
 Les lots angles 38/40 rue René Barthélémy et Rue Gabriel Chamon sans n° sont concernés par une cession pour pans coupés de 5m.
 La parcelle est incluse dans une zone de dégagement des aérodromes.
 La propriété est frappée de servitudes d'isolement acoustique des bâtiments le long de la Rue Jean Moulin.

« l'attention du pétitionnaire est attiré sur l'existence possible de mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols »
 « par arrêté préfectoral n° 2004/355 du 22 décembre 2004, la Ville d'ANTONY est classée en zone contaminée ou susceptible de l'être par les termites »
 « Conformément à l'arrêté préfectoral du 16 mai 2000, l'ensemble du département est classé en zone à risques d'exposition au plomb »

CADRE 8 - NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 Mai 2008 . Modifié le 30 septembre 2010 et le 29 mars 2012

Zone : UD

CADRE 9 - CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Ces dispositions figurent dans le document joint au présent certificat

CADRE 10 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA DENSITE

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

CADRE 11 - EQUIPEMENTS PUBLICS

| RESEAUX | Non Desservi | Desservi : Capacité | | Sera desservie : par quel service ou concessionnaire | vers le |
|----------------|--|---------------------|--------------|---|---------|
| | | Suffisante | Insuffisante | | |
| Eau potable | | | | | |
| Assainissement | Réf : AVIS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES HAUTS-de-BIEVRE | | | | |
| Electricité | | | | | |
| Voirie | | | | | |

CADRE 12 - TAXES ET PARTICIPATIONS

Le régime des taxes et participations est fourni en annexe.

CADRE 13 - OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Zone UD = Zone résidentielle

CADRE 14 - FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION

Voir au verso les rubriques : du Cadre 15

Fait à ANTONY

Philippe MARTIN

Le

05 SEP. 2016



Maire Adjoint
Chargé de l'Urbanisme

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421.2 du Code de l'Urbanisme..

TAXES ET PARTICIPATIONS

Taxes :

Les contributions ci-dessous seront assises et liquidées par la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, d'un permis d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable :

– La part communale de la taxe d'aménagement

| | |
|-------------|----|
| Taux en % : | 5% |
|-------------|----|

- Exonérations :

- Prêt aidé état (hors PLAI) = **100 %**
- PTZ+ = maximum du % autorisé par la loi
- Immeuble classés ou inscrits = **100 %**

- Stationnement non compris dans la construction : 2 000 euros

– La part départementale de la taxe d'aménagement

| | |
|-------------|-------|
| Taux en % : | 2,3 % |
|-------------|-------|

La redevance d'archéologie préventive

| | |
|-------------|--------|
| Taux en % : | 0.40 % |
|-------------|--------|

Si vous êtes en Ile de France :

– *La part régionale de la taxe d'aménagement*

| | |
|-------------|-----|
| Taux en % : | 1 % |
|-------------|-----|

Participations :

Les contributions ci-dessous pourront être prescrites :

- Par un permis, tacite ou explicite, de construire, d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable.
- Par un permis d'aménager, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le c) de l'article L.332-12 du code de l'urbanisme.

| |
|---|
| Participations exigibles sans procédure de délibération préalable. |
|---|

| |
|--|
| Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-8 du code de l'urbanisme) |
|--|

| |
|--|
| Participations préalablement instaurées par délibération. |
|--|

| |
|--|
| Participation pour raccordement à l'égout (article L.332-6-1-2 ^{ème} –a du code de l'urbanisme) |
|--|

OBSERVATIONS DIVERSES

Services à consulter pour avis ou accord :

- EPT concernant l'Assainissement
- Conseil Départemental des Hauts de Seine concernant l'alignement



Vallée Sud
Grand Paris

AVIS SUR CERTIFICAT D'URBANISME

Référence Elise : PAR MAIL

Reçu le : 28/07/2016
A retourner le : 17/08/2016

Dossier d'urbanisme n° CU inconnu

Déposé le : 27/07/2016 modifié le(s) :

Pétitionnaire : SARL BARRERE DUFAU

Adresse du bien : 6 RUE RENE BARTHELEMY - 15 à 23 RUE JEAN MOULIN

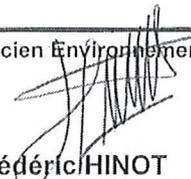
COMMUNE : ANTONY

Objet du dossier : certificat d'urbanisme d'information

Pièces constitutives du dossier (mentionnées par une croix) :

- Pièces administratives
- Plan de situation
- Plan de masse
- Extrait du plan cadastral
- Plan de division
- Autre :

VOLET ENVIRONNEMENT

| Eléments examinés | Observations | |
|--|---|--|
| 1. Accessibilité de la benne de collecte des déchets | Voies déjà intégrées aux circuits de collecte des déchets ménagers. Rayons de braquage : -Murs = 6 880mm -Entre trottoirs = 5817mm -Intérieur = 1 662mm | |
| AVIS FAVORABLE DEFAVORABLE | Technicien Environnement  Frédéric HINOT | Responsable du Sce Environnement  Myriam THAINI |
| Autre | | |

Fontenay-aux-Roses, le : 12 AOUT 2016

AVIS SUR CERTIFICAT D'URBANISME

Référence Elise : **PAR MAIL**

| |
|-----------------------------|
| Reçu le : 28/07/2016 |
| A retourner le : 17/08/2016 |

Dossier d'urbanisme n° CU inconnu

Déposé le : 27/07/2016 modifié le(s) :

Pétitionnaire : **SARL BARRERE DUFAU**

Adresse du bien : 6 RUE RENE BARTHELEMY - 15 à 23 RUE JEAN MOULIN

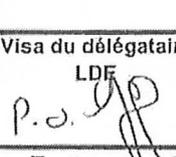
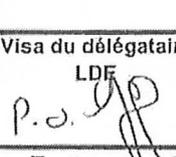
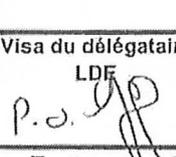
COMMUNE : **ANTONY**

Objet du dossier : **certificat d'urbanisme d'information**

Pièces constitutives du dossier :

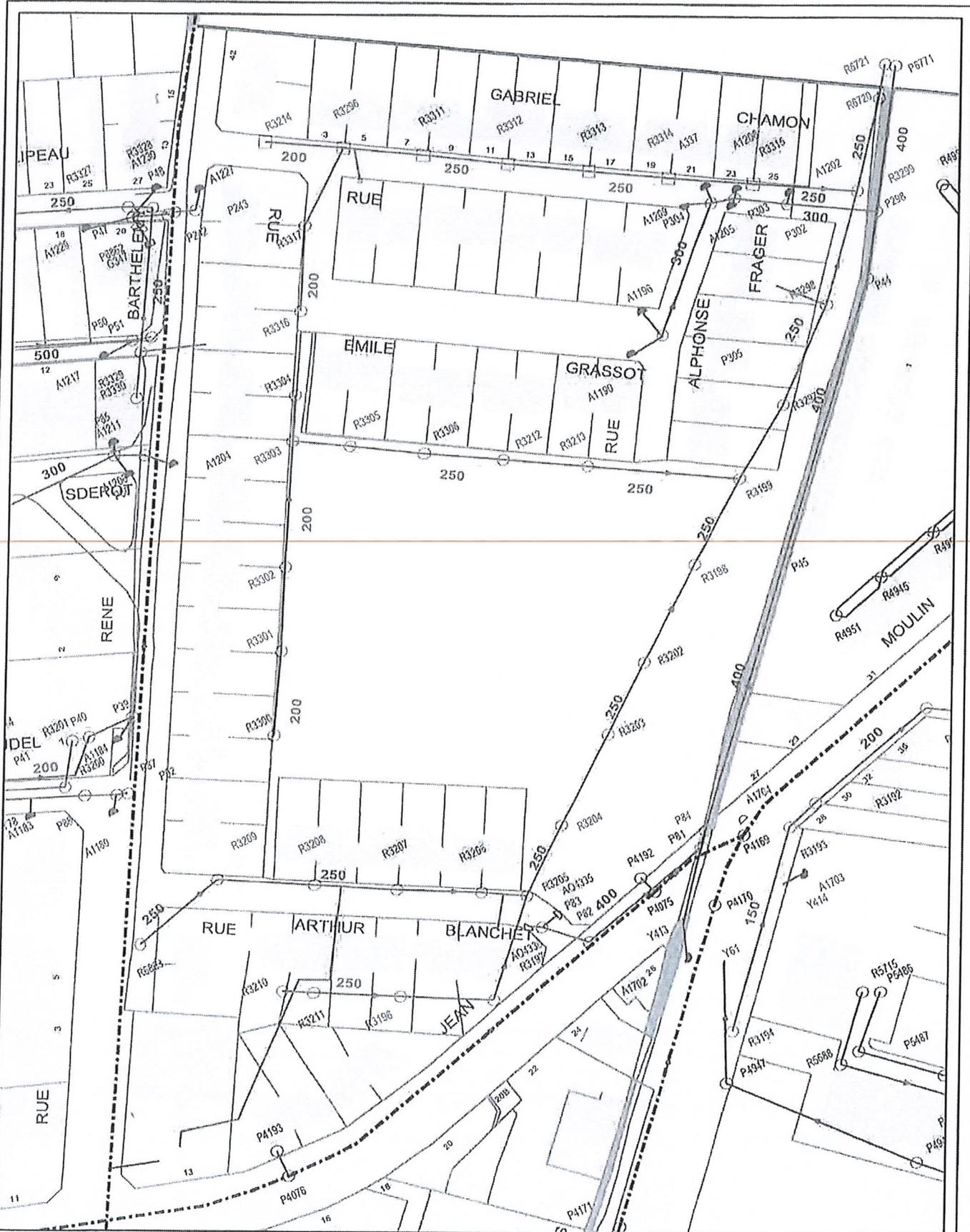
voir pièces citées précédemment

VOLET EAU-ASSAINISSEMENT-VOIRIE :

| Eléments examinés | Observations | | | | | | |
|--|--|--|----------------|--|-------|---|---|
| 1. Séparation des eaux usées et des eaux pluviales | L'évacuation des eaux pluviales (toitures, terrasses...) et des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) doit être assuré séparément jusqu'en limite de propriété. | | | | | | |
| 2. Mode de raccordement aux réseaux publics | - Présence d'un réseau d'assainissement communautaire en système séparatif, comprenant uniquement un collecteur d'eaux usées. - Présence également d'un réseau interdépartemental et d'un réseau départemental. RESEAU INTERDEPARTEMENTAL Pour tout raccordement se rapprocher du SIAAP 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12 Tel. 01 44 75 44 75 RESEAU DEPARTEMENTAL Pour tout raccordement se rapprocher de la SEVESC 15/19 quai Galliéni - 92150 SURESNES | | | | | | |
| 3. Demande de branchement - taxe de raccordement | Tout raccordement au réseau d'eaux usées doit faire l'objet d'une demande d'autorisation et donne lieu à une taxe. | | | | | | |
| 4. Limitation des débits de rejet d'eaux pluviales | Selon prescription du règlement collectif d'assainissement communautaire. Chapitre 4 - Article 25 | | | | | | |
| 5. Prétraitement des eaux | Selon projet. | | | | | | |
| 6. Protection contre le refoulement | Art.30 du règlement d'assainissement communautaire. A prévoir, afin de prévenir les reflux, dans tous les cas ou le niveau de rejet des effluents est inférieur à celui de la voirie. | | | | | | |
| 7. Conformité des installations | Article 27 du règlement de service d'assainissement communautaire. Avant la mise en service du branchement, le pétitionnaire devra solliciter le service assainissement afin d'obtenir une attestation de conformité des installations intérieures. | | | | | | |
| 8. Observations générales | | | | | | | |
| AVIS FAVORABLE DEFAVORABLE | <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border: none;">Visa du délégataire LDF</td> <td style="width: 25%; border: none;">Technicien EAV</td> <td style="width: 50%; border: none;"> PO Directrice de l'Environnement C. POULYKADA DUFOUR Anne DIMITRACOPOULOS </td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Autre</td> <td style="border: none;">  </td> <td style="border: none;">  </td> </tr> </table> | Visa du délégataire LDF | Technicien EAV | PO Directrice de l'Environnement C. POULYKADA DUFOUR Anne DIMITRACOPOULOS | Autre |  |  |
| Visa du délégataire LDF | Technicien EAV | PO Directrice de l'Environnement C. POULYKADA DUFOUR Anne DIMITRACOPOULOS | | | | | |
| Autre |  |  | | | | | |

Fontenay-aux-Roses, le

12 AOUT 2016



Ce plan est fourni à titre indicatif : les renseignements qu'il comporte ne peuvent en aucun cas être opposables
 Ils devront être vérifiés auprès du Lyonnais des Eaux

Edition du 05/08/2016
 Commune : ANTONY
 Echelle 1/1200

Réseau Assainissement



NOTICE EXPLICATIVE**CADRE 15 - FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION**

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités administratives ci-après devront être accomplies :

- A. Demande de permis de construire,
- B. Demande d'autorisation de lotir,
- C. Demande d'autorisation de stationnement de caravane(s) pendant plus de 3 mois,
- D. Demande d'autorisation d'aménager un terrain de camping ou de caravanages,
- E. Demande d'autorisation d'installation et de travaux divers,
- F. Demande d'autorisation d'association foncière urbaine,
- G. Demande de permis de démolir,
- H. Demande d'autorisation d'ouverture d'établissement classé,
- I. Déclaration de travaux exemptés de permis de construire,
- J. Demande d'autorisation de coupe et abattage d'arbres,
- K. Demande d'autorisation de défrichage.

ATTENTION : le non-respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles d'urbanisme est passible d'une amende d'un minimum de 2 000 F.

La démolition d'un ouvrage ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

CADRE 16 - RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE (art.L. 412-2 et R. 421-1-1 du Code de l'Urbanisme)

Le recours à un architecte pour l'établissement du projet architectural est obligatoire pour tous les travaux soumis à une autorisation de construire.

Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier pour elles-mêmes :

- a) Une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher hors-oeuvre nette n'excède pas 170 m²,
- b) Une construction à usage agricole dont la surface de plancher hors-oeuvre brute n'excède pas 800 m²,
- c) Des serres de production dont le pied-droit à une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher hors-oeuvre brute n'excède pas 2000 m².

CADRE 17 - DIVISIONS ET TERRAINS

Sauf si la division constitue un lotissement (article R. 315-1 du Code de l'Urbanisme), tout propriétaire a la possibilité de diviser son terrain comme il l'entend, mais les nouveaux lots de propriété issus de la division, qu'ils soient ou non bâtis, ne sont pas nécessairement constructibles, compte-tenu de leurs dimensions, de leurs formes et des règles d'urbanisme qui s'y appliquent. Les cessions effectuées sans autorisation de lotir, alors que cette autorisation était nécessaire sont entachées de nullité (art. L. 315-1 du Code de l'Urbanisme). Il en est de même des divisions de propriétés bâties sur lesquelles un coefficient d'occupation des sols est applicable non précédées de la délivrance d'un certificat (art. L. 111-5 du Code de l'Urbanisme), sauf exceptions prévues à l'article R. 160-5 du même Code.

CADRE 18 - DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Le destinataire du certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant le réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 4 mois vaut rejet implicite).

CADRE 19 - RENSEIGNEMENTS

| |
|--|
| |
|--|

Direction générale des finances publiques
 Cellule d'assistance du SPDC
 Tél : 0 810 007 830
 (prix d'un appel local à partir d'un poste fixe)
 du lundi au vendredi
 de 8h00 à 18h00



N° de dossier
 RUS16011

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

Extrait cadastral modèle 1

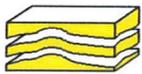
conforme à la documentation cadastrale à la date du 21/07/2016
 validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SARL BARRERE-DUFAU Géomètres-Experts

SF1602801737

| DESIGNATION DES PROPRIETES | | | | | | | | | | |
|----------------------------|---------|-----|-----------|-------------------------------------|--------------------------|--------|----------------------|---------|---------|------------|
| Département : 092 | | | | Commune : 002 ANTONY | | | | | | |
| Section | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part Adresse | Contenance cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle | | | |
| | | | | | | | N° de DA | Section | n° plan | Contenance |
| BT | 0053 | | | | 2ha45a30ca | | | | | |
| BT | 0053 | 001 | 31 | 2 RUE ALPHONSE FRAGER 143/ 10000 | | | | | | |

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE



Renseignements sur les anciennes carrières et la dissolution du gypse antéludien

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|----------------------------|---|---|---|--|--|---|---|--|---|---|---|---|
| Date de la demande : 25/07/2016 | | Références : 760672 | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Renseignement fournis selon le plan joint | | | | | | | | | | | | | | |
| <table border="1" style="margin: auto;"> <tr><td>9</td><td>2</td><td>1</td><td>6</td><td>0</td></tr> </table> Code postal | 9 | 2 | 1 | 6 | 0 | <table border="1" style="margin: auto;"> <tr><td></td><td>B</td><td>T</td></tr> </table> Sect. Cadast. | | B | T | <table border="1" style="margin: auto;"> <tr><td>0</td><td>0</td><td>5</td><td>3</td></tr> </table> Parcelle | 0 | 0 | 5 | 3 |
| 9 | 2 | 1 | 6 | 0 | | | | | | | | | | |
| | B | T | | | | | | | | | | | | |
| 0 | 0 | 5 | 3 | | | | | | | | | | | |
| Adresse : 6 RUE RENÉ BARTHÉLÉMY 92160 ANTONY | | Votre référence : RUS16011 | | | | | | | | | | | | |
| Adresse complémentaire : | | | | | | | | | | | | | | |
| Parcelles complémentaires : | | | | | | | | | | | | | | |

Les renseignements ci-dessous sont donnés à titre indicatif. Il est rappelé que le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol (art. 552 du Code Civil).

Ces informations ne sont pas suffisantes pour compléter l'état des risques naturels et technologiques en application des articles L 125-5 et R 125-26 du Code de l'Environnement

Les renseignements concernant la présence, la position, la nature des anciennes carrières, galeries souterraines et autres cavages abandonnés sont communiqués dans l'état actuel des connaissances acquises par l'inspection générale des carrières et sous réserve de vérification par tous les moyens appropriés

1° Possibilité de dissolution du gypse antéludien :

Possibilité de dissolution du gypse antéludien - Seine-Saint-Denis par arrêtés préfectoraux du 21 mars 1986 et 18 avril 1995 (PPR) ⁽¹⁾

2° Par rapport aux zones de carrières connues :

en dehors en zone de carrière ⁽¹⁾ possibilité de remblais dus à d'anciennes sablières, glaisières, ou a du nivellement ⁽¹⁾

3° Particularités du sous-sol :

| | |
|--|--|
| ancienne carrière de calcaire grossier souterraine <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr ancienne carrière de calcaire grossier à ciel ouvert <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr ancienne carrière de craie <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr ancienne glaisière <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr | ancienne carrière de gypse souterraine <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr ancienne carrière de gypse à ciel ouvert <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr ancienne sablière <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr Autre : <input type="checkbox"/> T <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Pr |
|--|--|

T : en totalité, Pa : en partie, Pr : à proximité

4° Nature des travaux réalisés pour la stabilité du bâti faisant partie de la propriété :

| | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Aucun (ou non communiqués à l'IGC) <input type="checkbox"/> Fondations superficielles armées <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Fondations profondes prenant appui sur le sol de la Carrière <input type="checkbox"/> à ciel ouvert <input type="checkbox"/> souterraine <input type="checkbox"/> Pa | <input type="checkbox"/> Consolidations souterraines en carrière par piliers <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Consolidations souterraines par injection <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Remblaiement de la carrière <input type="checkbox"/> Pa <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/> Pa |
|---|--|

Pa : en partie

⁽¹⁾ Pour ces propriétés, il peut être prescrit des travaux de reconnaissance ou de confortement du sous-sol et/ou de fondations dans le cas d'une demande d'autorisation de bâtir

L'inspection générale des carrières ne donnant aucun renseignement par téléphone, un bureau d'accueil est ouvert pour toute précision orale les lundi, mercredi et vendredi matin de 9 h à 12 h.

Paris, le : 25/07/2016

Département des HAUTS DE SEINE

Commune d'ANTONY

6, rue René Barthélémy

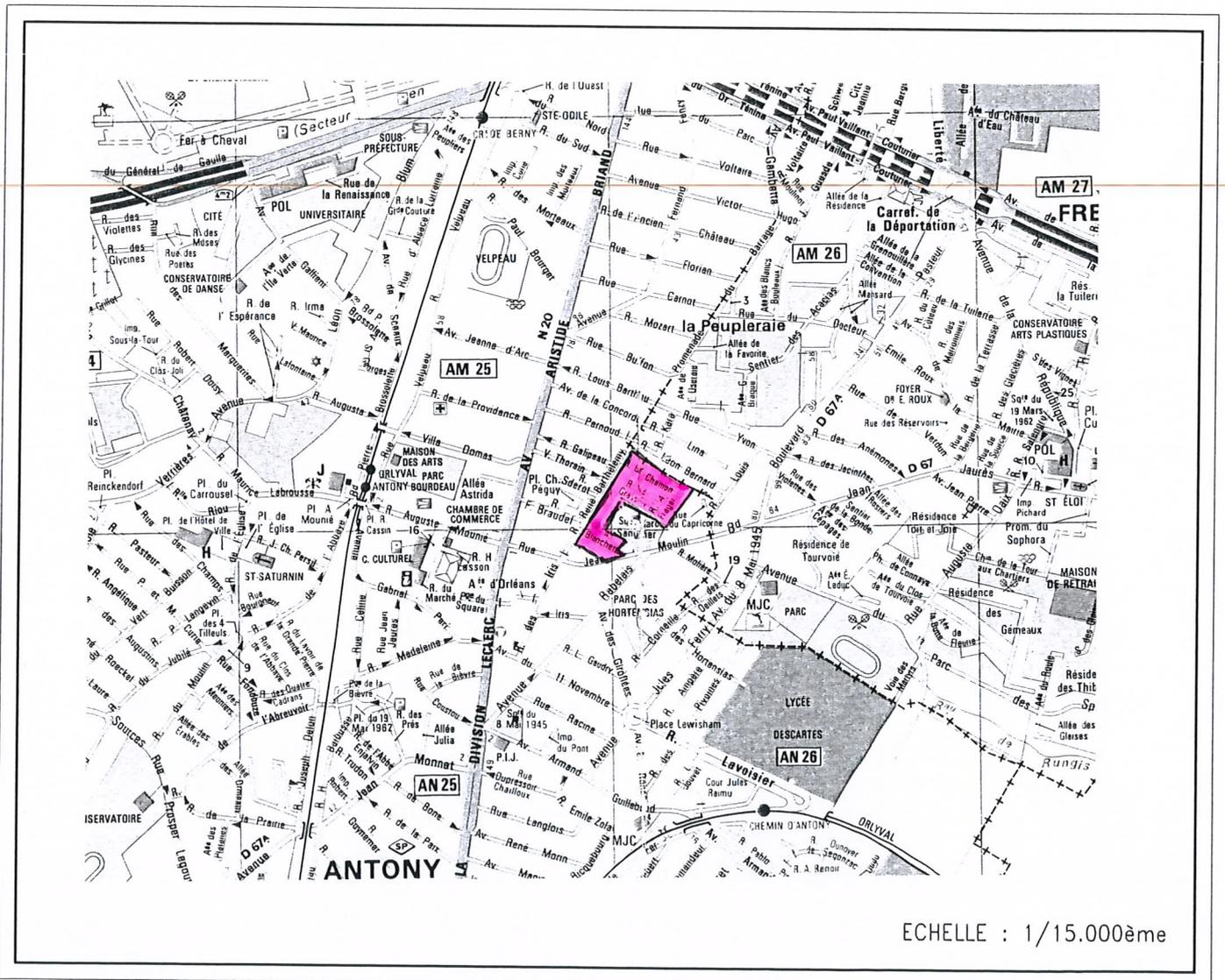
Propriété appartenant aux Copropriétaires

PLAN DE SITUATION

CADASTRE :

Section : BT

Numéro : 53



ECHELLE : 1/15.000ème



Bernard BARRERE & Olivier DUFU

Anciennement Sté. Azimuth Topo. S.C.R.L. BARRERE et Cabinet JUNGUENE

BARRERE-DUFU Géomètres Experts

4, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud

Tél: 01.46.02.47.80. - Fax: 01.46.02.47.81

E-mail : stcloud@barrere-dufa.fr



GÉOMÈTRE-EXPERT

CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Juillet 2016

RUS16011



Département des HAUTS DE SEINE

Commune d'ANTONY

6, rue René Barthélémy

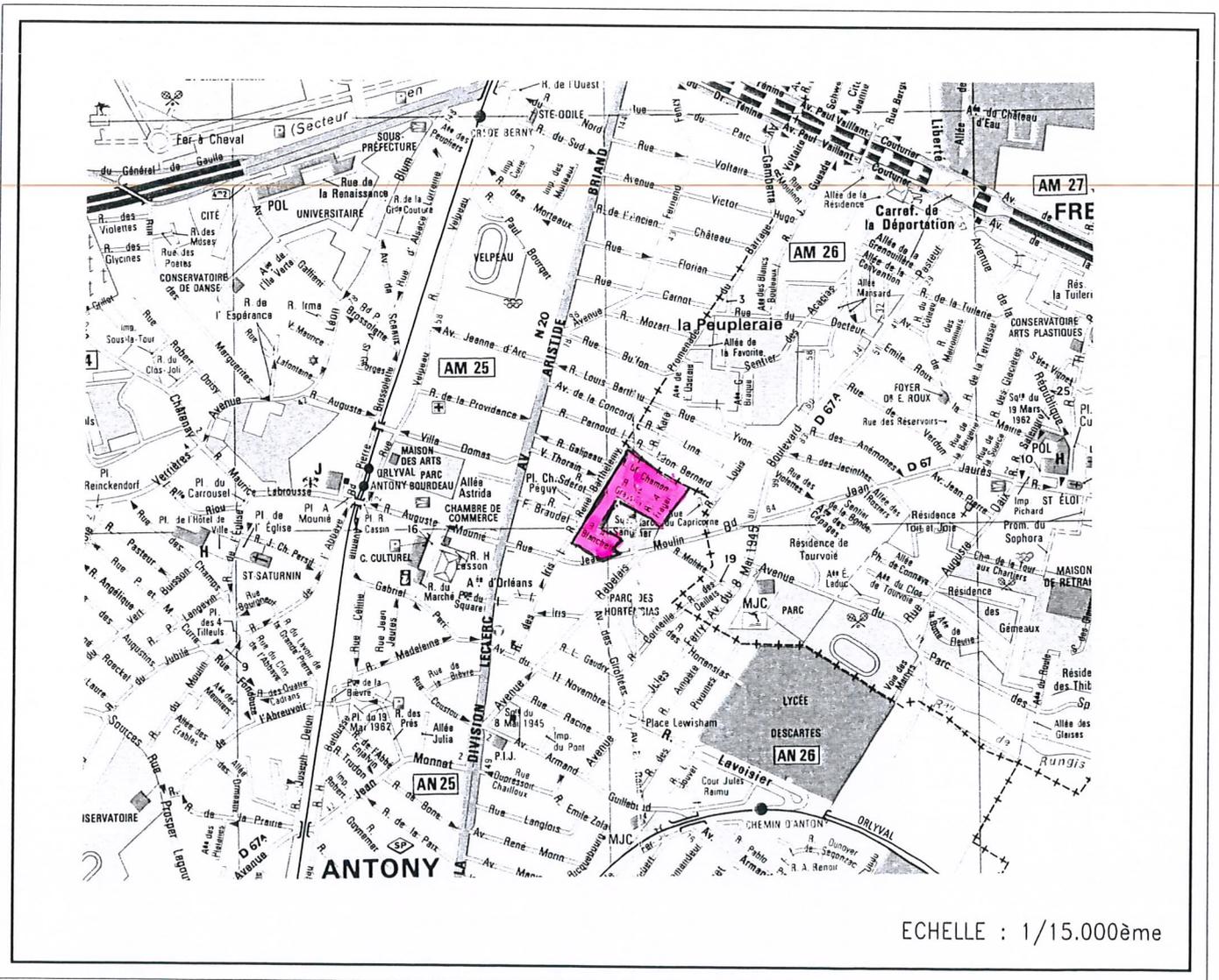
Propriété appartenant aux Copropriétaires

PLAN DE SITUATION

CADASTRE :

Section : BT

Numéro : 53



ECHELLE : 1/15.000^{ème}



Bernard BARRERE & Olivier DUFU, R.L.
Anciennement Sté. Azimuth Topo. S. G. P. B. BARRERE et Cabinet JUNGUENE
4, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud
Tél: 01 46 02 47 80. - Fax: 01 46 02 47 81.
E-mail : stcloud@barrere-dufau.fr



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Juillet 2016

RUS16011

Département des HAUTS DE SEINE

Commune d'ANTONY

6, rue René Barthélémy

Propriété appartenant aux Copropriétaires

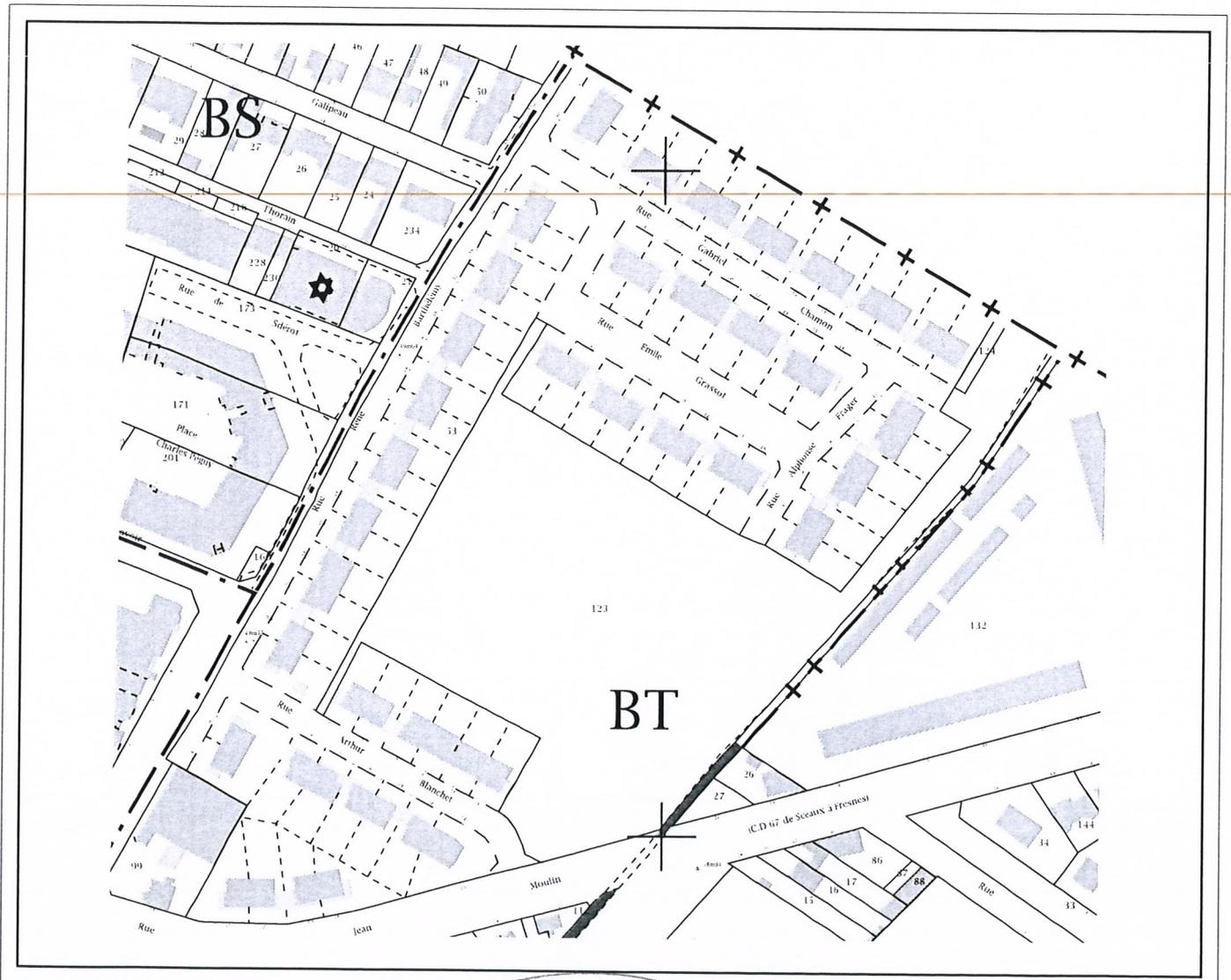
PLAN FIGURATIF
(Extrait du Plan Cadastral)

CADASTRE :

Echelle : 1/2000ème

Section : BT

Numéro : 53



Bernard BARRERE & Olivier DUFU
Anciennement Sté. Azimuth Topo, S.C.P.B. BARRERE et Cabinet JUNGUENÉ
4, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud
Tél: 01.46.02.47.80. - Fax: 01.46.02.47.81
E-mail : stcloud@barrere-dufauf.fr



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Juillet 2016

RUS16011

Département des HAUTS DE SEINE

Commune d'ANTONY

6, rue René Barthélémy

Propriété appartenant aux Copropriétaires

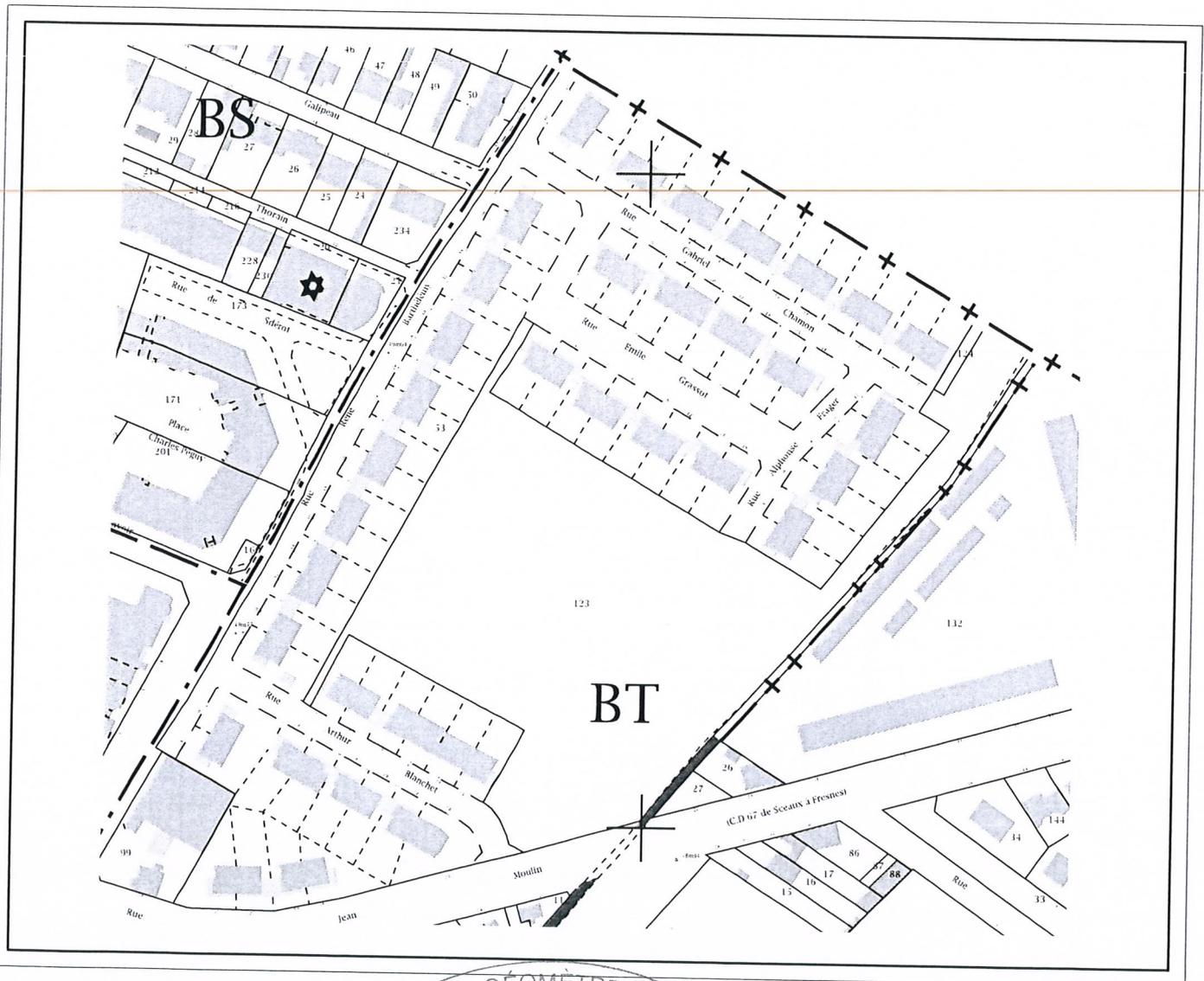
PLAN FIGURATIF
(Extrait du Plan Cadastral)

CADASTRE :

Echelle : 1/2000ème

Section : BT

Numéro : 53



Bernard BARRERE & Olivier DUFU
Anciennement Sté. Azimuth Topo, S.C.P. BARRERE et Cabinet JUNGUEN
4, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud
Tél: 01.46.02.47.80. - Fax: 01.46.02.47.81
E-mail: stcloud@barrere-dufau.fr



Juillet 2016
RUS16011